

la colonisation de ces terres inoccupées. A mon avis, le Gouvernement manquerait de sagesse en achetant des propriétaires actuels. Mon temps est presque expiré, malheureusement, et je dois glisser rapidement sur ce sujet. Les provinces peuvent contribuer beaucoup à populariser le système de paiement après la récolte en adoptant une loi qui protégerait le propriétaire de la terre, et lui éviterait la nécessité de financer à l'époque du battage. En second lieu, pour encourager le propriétaire à offrir sa terre à un prix raisonnable, les provinces pourraient fort bien se désister de la taxe sur les terres inoccupées, le prix de vente étant accepté en vertu du plan de paiement après la récolte. Je regrette que le temps ne me permette pas de développer ce point. Il est un autre sujet sur lequel j'appelle l'attention du ministre de l'Immigration (l'hon. M. Forke), celui des cercles de colons pour l'occupation des terres riveraines des chemins de fer. Ces cercles ont été couronnés de succès aux Etats-Unis. Maintenant que nous n'avons plus de grandes compagnies immobilières dans l'Ouest, d'excellents avantages sont réservés aux cercles de colons qui ont donné d'aussi bons résultats. Le Gouvernement ferait bien de profiter de l'enthousiasme des habitants des villes et des villages de l'Ouest à ce sujet.

L'hon. M. FORKE: C'est ce que nous faisons aujourd'hui.

M. McRAE: Je suis surpris que le ministre de l'Immigration et de la Colonisation, agriculteur fort prospère lui-même, n'ait pas eu recours aux services des cultivateurs en vue de l'Ouest comme agents de colonisation, au lieu des gens sans expérience qu'il emploie maintenant. Je dis sans expérience, parce que, si mes renseignements sont exacts, plusieurs de ceux qui travaillent pour le département et d'autres aussi, n'ont jamais vu le territoire qu'ils essaient de coloniser. Comparez leurs efforts avec ceux des cultivateurs sérieux et prospères qui sont envoyés dans leur pays d'origine pour y inviter leurs anciens voisins à venir s'établir dans leur voisinage. Plusieurs habitants des villes et des villages de l'Ouest ont les qualités voulues pour être des agents compétents de colonisation. Imaginez ces Canadiens comme apôtres de la colonisation, munis de renseignements précis sur les terres disponibles de leurs districts, la population, le climat, les avantages, et, ce qui est même plus important, la connaissance psychologique de leurs anciens voisins. Il n'y aurait pas de fausses représentations, comme cela est arrivé souvent. Les honorables députés comprendront qu'il n'y pas de comparaison possible entre ces cultivateurs expérimentés et les agents d'immigration des villes qui ne bougent

pas de leurs bureaux, ou, au plus, font quelque voyage accidentel dans le district. Ce n'est pas une idée neuve; elle a été mise en pratique il y a des années dans le commerce des terres de l'Ouest. Elle a eu d'excellents résultats alors; il en sera de même aujourd'hui. Le commissaire en chef des terres du National-Canadien, que je vois dans la tribune, était un cultivateur colonisateur de cette catégorie lorsqu'il a été enlevé à son ranch il y a un quart de siècle. Il serait possible d'envoyer des centaines de ces colonisateurs, chaque automne, en Europe et aux Etats-Unis. Ils seraient enchantés de revoir leurs anciens foyers, et le coût serait minime en regard des résultats. De retour au printemps avec leurs nouveaux colons, non seulement ils les établiraient sur des terres choisies d'avance, mais continueraient de s'intéresser à eux. Nous avons ici le véritable choix d'immigrants. Quelle chance aurait un bon à rien aux yeux d'un colonisateur sérieux qui sait qu'il aurait ce nouveau sujet sur les bras à son arrivée au Canada? Cette méthode de choisir les immigrants s'applique surtout aux pays européens qui ne permettent pas, ou à contre-cœur, à notre Gouvernement de maintenir un bureau d'immigration chez eux, pays que nous abandonnons maintenant en grande partie aux compagnies de transport. J'ai discuté cette question avec des Canadiens d'origine scandinave qui m'ont assuré qu'ils peuvent retourner là-bas et en revenir avec une moyenne de vingt-cinq immigrants, beaucoup avec des familles, pour s'établir sur les terres de l'Ouest. Il serait facile d'avoir au moins trois cents de ces colonisateurs durant l'hiver, au coût de 1,500 dollars chacun, soit moins de 500,000 dollars par année. Ces agents de colonisation nous obtiendraient au moins dix mille cultivateurs annuellement, y compris leurs familles, ou un total probablement de vingt-cinq mille sujets canadiens de plus par année. Que les honorables députés n'oublient pas que nous maintenons actuellement tout le personnel nécessaire pour la surveillance, l'instruction et la direction de ces agents de colonisation et pour le transport des nouveaux immigrants. Ce qui nous manque, ce sont des hommes vraiment pratiques et possédant les connaissances nécessaires pour réussir. Le succès de la colonisation est une affaire de compétence individuelle de nos jours et toute entreprise de ce genre doit tenir compte de ce principe.

Quant à la coopération réciproque des provinces et de l'autorité fédérale en matière d'immigration, il est grand temps de coordonner nos activités à Londres; l'action indépendante des unes et des autres ne saurait conduire à bien, sans compter que le colon un peu désorienté n'est pas toujours dirigé du